



Jusqu'où peut aller la Politique 2.0 ?

L'élection de Barack Obama et son arrivée à la Maison Blanche ont été l'occasion de s'ébahir sur l'usage des technologies numériques et des réseaux sociaux dans l'art d'accéder au pouvoir et de l'exercer. En France, le même thème était à l'ordre du jour pendant la dernière campagne présidentielle, alimenté notamment par le concept de "démocratie participative" de Ségolène Royal. Sans compter les nombreux élus qui tiennent un blog, ont un site web ou ont un groupe d'amis sur Facebook.

Tout cela est très dans l'air du temps. Mais jusqu'où peut donc aller la "politique 2.0" ? Quelles sont ses limites ? Est-ce que l'exercice du pouvoir est compatible avec les modèles du web 2.0 ?

C'est ce voir dans ce post structuré en cinq points qui s'appuieront sur les exemples américains et français :

- Du participatif horizontal à l'influence pyramidale, où comment les mécaniques d'influence évoluent une fois le candidat arrivé au pouvoir.
- Une communication politique "très broadcast" qui rappelle que l'essentiel de la communication politique reste à sens unique, avec ou sans nouvelles technologies.
- Le rôle de la culture managériale dans la mise en pratique des principes participatifs du web 2.0.
- Le rôle de la pédagogie dans la communication politique et gouvernementale.
- A la fin, nous passerons aux travaux pratiques par le truchement d'une expérience personnelle intéressante que je partagerai avec vous...

Avec en toile de fond, quelques observations : les pratiques des politiques ne changent pas tant que cela avec les outils du web 2.0. Certes, la communication s'accélère et les mises en réseau sont plus nombreuses entre les militants et les citoyens, mais l'usage qui est fait du web 2.0 par les politiques eux-mêmes reste limité au "broadcast" du fait de la posture, de pratiques qui n'évoluent pas tant que cela et aussi d'un manque de temps. La "politique 2.0" est finalement plus une affaire de militants et de citoyens qu'une affaire de politiciens et de gouvernants. Mais l'esprit 2.0 peut émerger dans les pratiques politiques, le numérique n'étant là que pour faciliter ces pratiques : écoute, transparence, reconnaissance de la société civile, processus de concertation plus ouvert, le tout avec des ressources plus adaptées.

Du participatif horizontal à l'influence pyramidale

L'équipe de Barack Obama a certainement poussé le concept de la "Politique 2.0" le plus loin à ce jour tant pendant la campagne qu'après son arrivée à la Maison Blanche. Au point de créer une sorte de "clickocratie" **selon Le Monde**, commentée par l'ami **Jean-Michel Billaut**. L'affaire de l'équipement en BlackBerry d'Obama était symptomatique de la volonté de la nouvelle équipe d'apparaître d'aligner le fonctionnement du gouvernement avec celui de la société.

Pendant la campagne Obama, les outils web 2.0 avaient servi à améliorer le maillage des militants entre eux pour l'action terrain et à organiser un gigantesque "Obamathon" collectant 500 millions de dollars de donations pour financer la campagne. Il fallait faire feu de tout bois pour convaincre les voisins et les communautés ethniques, sociales, professionnelles ou géographiques de s'inscrire sur les listes électorales et de voter pour Obama. La campagne avait ceci d'exemplaire qu'il y avait activation de centaines de milliers de volontaires à la fois sur Internet, au téléphone et sur le terrain. Un phénomène dit "**grassroots**" mis à la sauce "click and mortar". Le web 2.0 fonctionnait aussi à plein dans les médias participatifs. Comme dans le **Huffington Post** ainsi qu'avec le **Daily Kos**, deux blogs devenus des médias à part entière avec des équipes à temps plein et des centaines de commentaires de lecteurs par article (**exemple** récent avec plus de 400 commentaires) !

L'équipe Obama cherche à maintenir l'esprit participatif de la campagne pour mener à bien ses réformes. Mais le mode d'influence sera mécaniquement différent. Il s'agit maintenant d'influencer les élus du congrès sur le vote de textes de loi parfois assez techniques. Même si les changements qu'Obama veut insuffler vont toucher la vie des gens - santé - emploi - énergie -, l'approche d'influence sera beaucoup plus pyramidale que pendant la campagne. On retombera dans une démocratie à étages passant par des élus, des lobbies et des spécialistes. Tout ceci va réduire le nombre de citoyens impliqués et devenir plus une affaire de spécialistes. L'engouement et l'aspiration liés à la campagne électorale ne seront probablement pas égaux dans cette phase. Même si ils seront peut-être relancés avec les élections "mid term" du congrès qui auront lieu dans 18 mois.



L'autre enjeu pour l'équipe Obama sera de limiter les effets des campagnes médiatiques des républicains conservateurs qui commencent à se déchaîner, en particulier sur Fox News. Comme pendant la campagne, il leur faudra organiser les contre-enquêtes, structurer les "talking points", réagir rapidement. Histoire d'éviter des histoires à la **Whitewater** qui avaient miné les débuts du premier mandat de Clinton.

Et puis, un président ne peut pas donner dans le participatif sur les sujets de politique étrangère

et de sécurité nationale. On est loin de la démocratie participative, mais dans le privilège de l'exécutif, quand bien même il est conditionné par certaines approbations par la branche législative, très puissante aux USA.

Une communication politique très "broadcast"

Malgré tous les discours sur le participatif, la majorité des outils numériques employés par les politiques relèvent du "broadcast" : c'est de la diffusion de messages à grande échelle. Surtout à l'échelon national. Le participatif fonctionne bien mieux à l'échelon local lorsqu'il y a une réelle proximité, ne serait-ce que géographique, entre les élus et les citoyens.

Dans le cas d'Obama, le broadcast était largement utilisé pendant la campagne : avalanche de spots publicitaires, messages envoyés en SMS et sur Twitter, sites web, etc. La priorité au broadcast a été encore plus manifeste après son arrivée à la Maison Blanche. A la fois parce que l'exercice du pouvoir est différent d'une campagne électorale, mais aussi du fait des habitudes et des outils en place.

En voici deux illustrations. Avec tout d'abord le cas du "blog" de la Maison Blanche qui est surtout un fil de news (et pour la petite histoire, le site semble développé en technologie Microsoft .NET, ce qui est rare). Sous Bush, cela s'appelait **les news**, mais c'était pareil. Dans ce "blog", on ne peut pas commenter les articles. Ce qui se comprend bien : le site est un lieu de pouvoir, avec ses symboles et sa solennité. Cela ne peut pas être un lieu de discussion et de passion. La discussion doit avoir lieu ailleurs sur un terrain moins institutionnel.



Autre exemple, ces "weekly addresses" d'Obama qui remettent au goût du jour les causeries au coin du feu de Franklin D. Roosevelt. Elles optimisent surtout le "reach" pour toucher un maximum de citoyens et même d'étrangers, en ligne ou hors ligne. Il y en eu trois "weekly addresses" à ce jour qui sont téléchargeables en MP4, à une vitesse rarement vue sur un site web : 1,2 Mo/s. La première était en 720p, mais les suivantes ont été rétrogradées en un format 720×405 de qualité, histoire probablement d'économiser un peu de bande passante ou de s'adapter aux capacités des ordinateurs de l'audience. Détail de geek, certes, mais qui illustre la volonté des équipes d'Obama de produire de la "bonne vidéo", comme cela avait été le cas **pour la convention démocrate de Denver**. On trouve évidemment ces allocutions comme celles de

la période de transition sur YouTube. Et avec des commentaires. Mais la **reprise** de la déclaration du 31 janvier n'a généré que neuf commentaires !

On pouvait surtout admirer les premiers jours de la présidence Obama dans la capacité à utiliser les symboles dans une optique de communication et à l'échelle planétaire : le voyage de Philadelphie à Washington dans le train de Lincoln, l'anniversaire de la naissance de Martin Luther-King la veille de l'investiture avec un grand concert, la bible de Lincoln pendant la prestation de serment, la marche dans Pennsylvania Avenue le jour de l'inauguration, l'annonce de la fermeture de Guantanamo (techniquement très complexe), les annonces sur l'environnement, l'envoi d'un émissaire pour la paix au proche orient, la main tendue au monde musulman, la fermeté avec l'envoi de missiles au Pakistan et une approche bipartisane tant que possible, à commencer par la formation du gouvernement. A part avec les ratés dans les nominations de certains membres de son cabinet pour cause de fraude fiscale, et les lenteurs du bouclage du plan de relance, la communication d'Obama a eu presque tout bon jusqu'à présent. Mais dans une approche médiatique classique, fonctionnant d'ailleurs à l'échelle planétaire.

La manipulation des symboles est fondamentale en politique. Elle inspire, elle donne l'exemple, elle s'appuie sur des références partagées. Tout ceci contraste avec notre Président qui s'était pris les **pieds dans le tapis** avec le Fouquet's et le yacht de Bolloré. Sans compter les nombreuses maladresses verbales, du Salon de l'Agriculture aux remarques récentes sur les chercheurs.



La communication présidentielle française met largement l'accent sur la vidéo, encore plus qu'aux USA. La campagne électorale de 2007 avait été marquante dans le camp du gagnant par son usage de la vidéo avec la "NSTV". Le plus souvent au détriment du texte tant il était difficile de mettre la main sur le programme du candidat. Seule l'UMP proposait une plateforme avec plus de 500 propositions, mais dans un format pas adapté au grand public. Le président participe à des conférences de presse, notamment lors de ses déplacements à l'étranger et les transcriptions et vidéos sont disponibles. Mais on est loin d'avoir un brief quotidien comme **aux USA**. C'est sans doute aussi lié au côté bicéphale de l'exécutif français et aussi à la malheureuse expérience des points presse hebdomadaires de **David Martinon**. Alors, on fait du broadcast : le **site de l'Elysée** est présenté comme la chaîne de télévision du Président, qui enclenche une vidéo de sa dernière intervention dès son ouverture.

Le blog de Valéry Giscard d'Estaing
pour la démocratie en Europe

« Quelques réponses de VGE | VGE dans "Le Figaro" "Je soutiens" »

Quelques réponses de VGE

Par Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 5 février 2009, 19:45 - Réponses aux bloggeurs - Lien permanent

Ⓜ Pro-fôte : « le paysage, un concept trop subjectif pour être brandi tel un anathème »

Contrairement à ce que vous pensez, le paysage n'est pas un élément subjectif mais objectif. Ce qui est subjectif, c'est la perception du paysage qui varie selon les individus et les époques.

Chacun sait que les paysages sont fragiles. Je l'avais montré en France, quand, Président de la République, j'avais créé le premier Ministère de l'environnement ainsi que le Conservatoire du littoral.

Les éoliennes ne sont pas des objets naturels élaborés par la population en vue de répondre à ses besoins, comme le furent jadis les moulins à vent. Je vous rappelle que la France produit suffisamment d'électricité. Ce sont des objets industriels dont la diffusion est soutenue et promue par de pures préoccupations financières et dont la matière est entièrement hétérogène par rapport aux produits naturels.

Ⓜ BA : « toujours le même argument »

Il m'est difficile de vous répondre sans répétitions car votre argumentaire reste toujours le même.

Je peux me tromper, mais vous n'avez sans doute pas connu les périodes de déstabilisation monétaire des années 50-70 en Europe, durant lesquelles on pratiquait des « dévaluations compétitives » et où nous avons à instaurer des « montants compensatoires » pour permettre notamment le fonctionnement de la Politique agricole commune.

Quant à votre théorie sur l'appauvrissement de la classe moyenne française, il faut analyser cela avec beaucoup de soin. Il est vrai qu'une partie de la population vit difficilement. Il est vrai aussi qu'en temps de crise, nous ressentons plus amplement la menace qui pèse sur notre système économique et social. Mais plutôt qu'à l'affrontement, ces temps difficiles devraient nous pousser à la solidarité.

Commentaires

1. Le jeudi 5 février 2009, 23:13 par BA

A Propos
Bienvenue sur ce blog...

A lire
Tribune : "Retrouvons notre calme"
Tribune : "Il faut que cette présidence française soit modeste"
Analyse : "La crise l'a prouvé : on ne peut plus laisser la mondialisation livrée à elle-même"

Recherche

Catégories
Institutions
Actualités
Débats
Réponses aux bloggeurs

Liens
Institutions européennes
Le portail de l'UE
Parlement européen
Commission européenne
Présidence tricolore de l'Union
Présidence française de l'Union
La réforme des institutions (Europe)

Associations, informations
Institut pour la Démocratie en Europe
Mouvement européen - France
Fondation Robert Schuman
Fenêtre sur l'Europe
Nouvelle Europe
Touteurope.fr
Notre Europe
EuropaNova
Ca'Nobel
Euractiv

Les politiques se sont sinon lancés dans les blogs depuis quelques années. Mais la communication y est tout aussi "broadcast", à sens unique. **Dominique Strauss-Kahn** bloggait avant sa nomination au FMI, mais il ne répondait pas aux commentaires. Le **blog de VGE** créée une posture de supériorité en ne répondant aux commentaires que dans des posts, et pas dans le fil des commentaires. Chez **Alain Juppé**, c'est plus simple : très peu de commentaires, à défaut de lecteurs. La plupart des blogs des politiques, même quand ils sont dans l'opposition, sont maintenus et modérés par leurs équipes. Ils reprennent le plus souvent les prises de position, interventions et autres interviews de ces élus. On est loin de véritables "conversations". Ségolène Royal avait de son côté lancé le site **Désirs d'avenir** en 2006, qui est toujours vivant. Mais elle ne s'y implique pas. Et dans ses meetings de démocratie participative, elle venait avec un discours tout prêt conçu pour le journal télévisé et s'impliquait assez peu dans les débats.

Martine Aubry a bien un blog, mais son site ne répond pas au moment où j'écris. Chez le jeune et sémillant **Benoit Hamon**, nous avons encore un blog "one way" tout comme un **compte Twitter** (mort-né) qui servent plus de revue de presse qu'à autre chose. Si on continue à balayer l'échiquier politique français, François Bayrou n'a pas de blogs, mais plutôt des sites qui parlent de lui, Olivier Besançon n'a pas de Blog non plus, et idem au PC et au FN.

The screenshot shows the website for Benoît Hamon, a Member of the European Parliament for the Socialist Party (PSE). The header includes his name, title, and a newsletter sign-up button. The main content area is divided into several sections: a news article titled "Aux Antilles comme en métropole, 'le gouvernement fait la sourde oreille'", a video player for a "Question du jour" by Benoît Hamon, and various news snippets from France Info and BFM TV. There are also sections for "DERNIÈRES VIDÉOS", "PARLEMENT EUROPÉEN", and "Réseaux sociaux et politiques". The PSE logo is prominently displayed throughout the page.

L'outil ne fait donc pas le moine ! Il y a aussi une difficulté conceptuelle à se mélanger au "bon peuple". Le pouvoir semble avoir peur de se désacraliser ! On est bien loin de l'esprit "2.0" qui prône une certaine symétrie entre contributeur et lecteur, l'un pouvant devenir l'autre !

Le manque de temps – quand ce n'est pas le cumul des mandats – expliquent aussi une posture qui ne prête pas à l'échange. Jean-Louis Missika, actuellement Maire Adjoint de Paris en charge de l'innovation me racontait récemment à quel point il est gêné d'intervenir solennellement dans de nombreuses conférences et de s'enfuir juste après. Son agenda ne lui permet pas de passer plus de temps sur place, de répondre à des questions, de se balader. Alors que lui même exécrait les politiques qui se comportent ainsi ! Ainsi, lorsque dans une conférence quelconque, on voit un Ministre arriver en retard pour son intervention, que l'agenda est bouleversé pour y caser une intervention maladroitement lue de 10 ou 20 minutes sans interaction avec l'audience, là encore, l'esprit participatif du 2.0 est bien loin. D'où la performance remarquée d'une Christine Lagarde lorsqu'elle s'adonne à une session de questions/réponses en anglais dans la **conférence LeWeb** en décembre dernier.



Alors, la politique sera véritablement "2.0" lorsque la posture dans le monde réel des politiques se transformera. Pas seulement lorsqu'ils ou leurs équipes adopteront les outils Internet du web

2.0 pour augmenter la puissance de diffusion de leurs messages !

L'importance de la culture managériale

Avec le recul, la "politique 2.0" est surtout une affaire de posture managériale et d'écoute. Porte ouverte contre porte fermée. Management baladeur contre management très hiérarchique. Ecoute du terrain contre tour d'ivoire. Empathie contre intimidation. Un politique qui écoute bien pourra faire un peu de "2.0". Un politique qui écoute peu et ne pose pas assez de questions aura du mal. Ou il fera semblant.

Bush 43 était un bon contre-exemple de 2.0 : son incompetence abyssale comme celle d'une grande partie son équipe étaient doublées de valeurs managériales qui excluaient l'écoute, l'intelligence et la raison et privilégiaient l'idéologie et les idées simples (pléonasme). Et aussi le copinage, comme dans le cas de **Michael Brown**, ce directeur de la FEMA dépassé par les événements pendant Katrina en septembre 2005. La totale ! Qui explique beaucoup de choses : l'exemplarité par la médiocrité ne pouvait pas générer le meilleur des gouvernements !

Cette posture managériale et idéologique est à l'origine du fiasco de la guerre en Irak. Cette guerre était probablement inutile dans l'absolu. Mais l'équipée Bush a tout sabordé dans son exécution à cause de graves manques de management. Par exemple, le fait que le SecDef Donald Rumsfeld n'en faisait qu'à sa tête, sans écouter les avis de l'équipe chargée de la reconstruction du pays menée par le général **Jay Garner**, ou que le peu de potable de la machine gouvernementale - notamment du Département d'Etat - était court-circuité par la Vice Présidence de Dick Cheney. Le documentaire "**No end in Sight**" diffusé sur Planète en décembre 2008 est édifiant de ce point de vue là (voir la **bande annonce**). Tout comme l'excellent "**An oral history of the Bush white house**" dans Vanity Fair qui montre comment de nombreuses décisions étaient prises ces huit dernières années à la Maison Blanche sur le dos de la cuillère.



Ci-dessus, Powell (SecState), Cheney, Bush, Rice (National Security Advisor), Card (chief of staff), Tenet (CIA) et Rumsfeld (SecDef) en 2001. Avec au moins trois personnages dangereux dans le lot ! Dommage, car ils étaient les plus haut gradés !

A côté de cela, on ne peut qu'être admiratif de l'aspect posé et rationnel de Barack Obama, sans compter la qualité de pas mal des personnes qui l'entourent. Ce n'est pas Bush qui aurait nommé un prix Nobel comme Ministre de l'Energie ! Obama l'a fait avec **Steven Chu**, le premier Nobel à intégrer un gouvernement des USA ! On verra à l'expérience si l'attitude posée d'Obama

déteindra sur le comportement de l'ensemble de son équipe gouvernementale.

Plus généralement, l'écoute se démontre par la reconnaissance et le feedback. Le temps, on l'a vu, limite ce feedback. L'attitude peut également jouer un rôle. Entre l'homme politique (bien rare) qui indique la source de ses idées, reconnaît les contributeurs, et celui qui veut tout assumer comme s'il avait pensé à tout lui-même, il y a un décalage de perception. On pense évidemment à Nicolas Sarkozy qui à force de vouloir tout assumer, écrase ses équipes, à commencer par son premier ministre, mais aussi la société civile qui inspire ses équipes. Son processus de décision très centralisé et son volontarisme donnent aussi l'impression que la concertation affichée n'est qu'un prétexte. Ou alors, il n'y a pas de concertation du tout comme pour la suppression de la publicité télévisée en prime time sur les chaînes de France Télévision.

Bref, en politique, faire du "2.0" commence d'abord par la méthode de travail et de management avant même de concerner l'usage des nouveaux outils de communication.

Communication, pédagogie et concertation

En France, les usages du web par le gouvernement sont encore bien balbutiants. Comment mieux faire ?

Avant même d'être "2.0", il faudrait commencer par faire du "1.0" correctement !

Les réformes menées à tambour battant par le gouvernement en sont une bonne illustration. Allez sur les sites web des Ministères concernés pour essayer d'y comprendre quelque chose ! Exemple d'actualité : la réforme du statut des enseignants-chercheurs qui occupe l'actualité et les rues depuis quelques semaines. Sur le site du Ministère de la Recherche, on trouve bien un **dossier et des FAQ** sur la réforme en cours. Mais c'est parfaitement incompréhensible pour le profane car il n'y a pas de présentation claire de la réforme comme on le ferait pour n'importe quel projet. Avec : la situation, ce que l'on veut améliorer ou changer, comment on va le faire et une description du processus de consultation. Bref, un peu de marketing produit !



C'était encore pire il y a un an avec les réformes de la justice ou des régimes spéciaux. Le meilleur de la classe semble être Bercy, comme pour ces **explications de la LME** (Loi de Modernisation de l'Economie) qui font preuve d'un peu plus de pédagogie.

Pourquoi cette insistance sur la pédagogie ? Parce que c'est un moyen d'organiser les débats publics et la concertation sur des bases plus saines que l'émotionnel qui est actuellement mis en avant. Pour faire accepter une réforme, il faut commencer par partager un diagnostic sur ce qui ne va pas et doit être amélioré. Pas aller directement aux solutions. Est-ce que "l'opinion publique" doit subir un nivellement de la communication politique par le bas ? Non, car en pratiquant ce nivellement, les pouvoirs publics se privent de relais d'opinion.

Les Assises du Numérique organisées par Eric Besson étaient en 2008 un exemple de pratique incohérente dans la gestion d'une concertation. Au départ, un premier jet de plan et une journée de lancement, le **29 mai 2008**. Ensuite, des dizaines d'ateliers organisés dans toute la France. Et puis un trou noir de trois mois et un **plan présenté un peu piteusement à l'Elysée fin octobre 2008**. Entre les deux, peu ou pas de signes de vie de l'équipe de Besson. Il y avait bien eu un intéressant **diner** entre Eric Besson et une dizaine de bloggeurs dont je faisais partie, une **belle photo**... mais pas de suivi ni de discussion sur les propositions des uns et des autres (comme **Jean-Michel Planche** ou **Jean-Michel Billaut**). Lorsque le plan a été présenté avec ses 154 mesures dont on ne savait plus trop à quels problèmes elles apportaient des solutions, aucune attribution des idées aux contributeurs. Pas de traçabilité des idées en quelque sorte. Donc, de quoi décevoir beaucoup de monde parmi les quelques contributeurs. Et aussi, dans d'autres cas, de quoi satisfaire certains lobbies qui travaillent en sous-marin. Pas très 2.0 non plus !

C'est le symptôme d'une méthode et aussi d'un manque de ressources. Symptômes que l'on retrouve dans de nombreuses entreprises qui veulent aussi faire du 2.0 et se lancent dans des approches communautaires, mais sans ressources pour les animer, pour fournir du contenu ou simplement être écoutées des autres équipes internes. Ca ne fonctionne pas très bien en général...

Travaux pratiques 2.0 avec NKM

Il se trouve que j'ai la chance d'avoir été invité à participer la semaine prochaine à un *voyage d'étude* en Corée et au Japon avec Nathalie Kosciusko-Morizet, notre nouvelle secrétaire d'Etat en charge de l'Economie Numérique. Pourquoi donc ? Pourquoi moi ? Pourquoi faire ? Rapport avec le schmilblick ? Réponses...

Pourquoi donc ? Comme l'avait fait Eric Besson en allant en Corée puis dans la Silicon Valley, un nouveau membre du gouvernement se doit de voyager pour voir ce qui se fait dans son domaine, et pas seulement en France. Donc, NKM visite deux pays emblématiques de l'innovation dans le numérique, même s'il y en a plein d'autres de très intéressants (USA, Taiwan, Chine, Israël). L'agenda très chargé comprend des visites de Samsung, de Panasonic, de la 3D, du mobile, du RFID et tout le toutim, des rencontres avec des experts français du secteur installés là bas, etc. Je fais partie du voyage avec quelques élus (Assemblée Nationale, Sénat) qui accompagnent la Secrétaire d'Etat ainsi que quelques membres de son cabinet. Un petit groupe qui créera je l'espère une opportunité unique de dialogue avec NKM que je ne connais pas du tout.

Pourquoi moi ? Le cabinet de NKM avait envie d'intégrer au voyage une personne indépendante à même de raconter ensuite ce qui s'y est passé. Et comme je m'étais fait remarquer comme contributeur aux assises du numérique avec les 29 propositions et avec un **compte-rendu** circonstancié et documenté du plan France Numérique 2012, ils ont en gros pris le plus bavard.

Pourquoi faire ? J'espère ne pas vous décevoir à mon retour par quelques lignes - et photos +

vidéos - de compte-rendu. Si l'équipe de NKM a cherché en moi un relai d'opinion, je suis aussi un relai dans l'autre sens et compte bien utiliser cette opportunité pour évoquer quelques sujets qui me sont chers : la situation des entrepreneurs en France, comment bouger la France dans les startups, les nouveaux médias numériques, la télévision numérique, le lien entre recherche et innovation, l'impact sociétal des TICs, etc. Vous pouvez d'ailleurs réagir avec vos idées et propositions. Nous verrons si cette occasion de rencontre est bien "2.0" c'est-à-dire plus symétrique qu'asymétrique. Dans le même temps, NKM va tenir un journal de son voyage en temps réel sur Facebook où elle dispose d'un **compte**. Je pourrais ainsi répondre à la question de Natacha Quester-Séméon : **comment fera-t-elle pour se connecter ?**

Ce genre de voyage est une première pour ce qui me concerne, et j'anticipe que cela sera instructif. Tant sur le fond de l'agenda que par l'équipée. Et nous verrons si NKM est prête pour la "Politique 2.0" tant conceptualisée mais si peu mise en pratique. Etant en charge du numérique et l'une des plus jeunes du gouvernement, elle a une belle opportunité de donner l'exemple en vivant bien avec son temps !

Cet article a été publié le 14 février 2009 et édité en PDF le 13 mai 2019.
(cc) Olivier Ezratty - "Opinions Libres" - <https://www.oezratty.net>